



NEUE HELVETISCHE GESELLSCHAFT - TREFFPUNKT SCHWEIZ  
RENCONTRES SUISSES - NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE  
INCONTRI SVIZZERI - NUOVA SOCIETÀ ELVETICA  
NUOVA SOCIETÀ HELVETICA - SCUNTRADA SVIZRA

## INTRODUCTION AU FORUM DU 27.10.2009, FRIBOURG

Depuis une dizaine d'années, les débats sur la politique linguistique suisse sont – à juste titre – dominés par la question de l'enseignement des langues. La croissance rapide de la mobilité, de la communication et des échanges placent l'acquisition de compétences linguistiques au centre des préoccupations politiques et économiques. Aujourd'hui, l'utilité culturelle, sociale et matérielle de bonnes connaissances linguistiques et, de ce fait, du plurilinguisme individuel est incontestée. Rares sont les secteurs de l'économie et du monde du travail qui peuvent se permettre de négliger la promotion des compétences linguistiques de leurs collaborateurs. Ce constat ne vaut pas seulement pour l'économie privée, mais également pour une grande partie de l'administration, de la recherche scientifique, du domaine de la santé, des espaces culturels ou des organes en charge de la sécurité publique.

Les employés et les employeurs agissent dans un milieu marqué par la diversité linguistique et culturelle, dont le plurilinguisme interne de la Suisse et les contacts extérieurs avec les partenaires internationaux constituent les deux faces principales. À l'intérieur du pays, il s'agit d'une part (a.) du plurilinguisme autochtone, c'est-à-dire de la majorité germanophone et du quart de la population qui parle le français, l'italien ou le romanche. D'autre part, il est question de (b.) la diversité linguistique allochtone qui résulte en Suisse des migrations transnationales et qui concerne également un quart des habitants. En lien avec l'extérieur, il y a lieu de citer (c.) la coopération étroite qu'entretient la Suisse avec ses voisins et avec les membres de l'Union européenne. Finalement, les entreprises, associations, collectivités et institutions suisses font partie de (d.) nombreux réseaux relationnels au niveau mondial.

Dans le débat sur la valeur du plurilinguisme et sur la promotion des compétences linguistiques, le thème récurrent a été le rôle de l'anglais, alors que cette langue n'intéresse qu'une partie des relations intérieures et extérieures (en particulier les contacts extra-européens). Cette discussion met en lumière une série de faits qui ne sont pas faciles à interpréter dans le cadre du petit État plurilingue que constitue la Confédération : ainsi, l'utilisation annuelle de l'abréviation « CEO » dans la rubrique économique de la NZZ s'envole de 50 à plus de 700 fois entre 1998 et 2002, alors que le terme « directeur » chute de plus de la moitié (à tout juste 200 reprises). A peu près en même temps, les autorités scolaires du canton de Zurich imposent le principe « English first » dans l'enseignement des langues – notamment en utilisant l'argument de la promotion économique.

Une préférence identique pour l'anglais « lingua franca » se constate dans les récents sondages plus ou moins représentatifs – bien qu'avec de notables différences entre les régions. Une image plus différenciée sort des calculs sur la corrélation entre compétences linguistiques et augmentation du revenu, des enquêtes sur l'utilisation des langues au travail, et des études sur les besoins effectifs de l'économie dans ce domaine. Là, les langues nationales et l'anglais obtiennent généralement des résultats très similaires. Il n'empêche que la Suisse continue à se payer le luxe de ne pas mener une véritable discussion politique sur cet objet jugé trop délicat par les cantons concernés et par l'Assemblée fédérale. Force est de constater que le pays avance trop souvent sans boussole et qu'il œuvre sur la base d'un bien maigre consensus social, scientifique et économique quand il s'agit de développer la politique linguistique. Quo vadis Helvetia polyglotta ?

(Bernhard Altermatt)